Christine Bard : « Le féminisme d'action a toujours été critiqué »

Selon l'historienne, les divergences entre activistes ne doivent pas masquer l'objectif commun : la lutte contre les violences masculines.

Entretien publié dans le journal Le Monde le 13 août 2020

https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/08/13/christine-bard-le-feminisme-d-action-a-toujours-ete-critique_6048859_3224.html

Professeure d'histoire contemporaine à l'université d'Angers, Christine Bard a dirigé l'ouvrage collectif Antiféminismes et masculinismes d'hier à aujourd'hui (PUF, 2019), et publié Féminismes : 150 ans d'idées reçues.

Peut-on parler d'une division des féministes aujourd'hui ?

Oui, mais ce n'est pas nouveau. Et permettez-moi aussi de souligner que c'est sous cet angle de la querelle que, presque obsessionnellement, les médias abordent le féminisme. Passons donc au pluriel, il y a des féminismes. Et ne passons pas au pluriel pour distinguer le bon et le mauvais féminisme.

L'emphase mise sur la division et la distribution des bons et des mauvais points sont deux vieilles tactiques antiféministes. Je les perçois comme des visions déformantes de la réalité plurielle d'un mouvement pluriséculaire. Elles se forment à partir d'un stéréotype sexiste : l'inéluctable rivalité entre femmes, dont la conclusion logique est l'impossibilité de la sororité.

Bien sûr, il ne faut pas nier les différences, nombreuses et parfois vertigineuses, entre féministes. L'universalisme de Simone de Beauvoir est très éloigné du féminisme de la différence, par exemple. Mais les femmes en lutte pour l'émancipation collective ne peuvent à l'évidence pas parler d'une seule voix. D'abord parce qu'elles sont le produit de déterminations sociohistoriques (différences d'éducation, de classe, d'âge, de génération, d'origine, de culture...).

Ensuite parce qu'elles font des choix politiques et philosophiques qui vont affecter leur manière de militer, leurs alliances, les combats qu'elles associent à leur féminisme (la démocratie, la justice sociale, l'anticolonialisme, l'antiracisme, etc.). Cela crée une très grande diversité, qui a toujours été sous-estimée. Les féministes sont toutes engagées pour en finir avec la violence masculine et plus généralement avec le patriarcat.

Peut-on dire qu'il y a eu une forme de rupture générationnelle avec #metoo ?

#Metoo en 2017 a donné un coup d'accélérateur à la troisième vague du féminisme, ce cycle de mobilisation qui a commencé il y a vingt-cinq ans. Il la condense aussi à travers l'objectif prioritaire de l'éradication des violences masculines. Il porte la vague bien au-delà des cercles militants partout dans le monde, avec la force que donnent les réseaux sociaux.

Parler de néoféminisme me semble être une erreur. Le mouvement féministe a constamment voulu libérer la parole des femmes ; il se renforce actuellement grâce à l'afflux massif de jeunes activistes. Parler de rupture me semble donc excessif ; des femmes de toutes générations ont dit « moi aussi » et ont manifesté le 23 novembre 2019 à l'appel du collectif #NousToutes. Des féministes luttent depuis des décennies dans des associations comme Solidarité femmes, le Planning familial... L'expérience d'organisatrices de talent comme Caroline De Haas et Anne-Cécile Mailfert est précieuse.

Et puis il y a les groupes plus récents, les féministes antiracistes par exemple. Il peut y avoir des tensions entre générations – dans le féminisme comme ailleurs – des envies d'autonomie des plus jeunes, des peurs des plus âgées de ne pas être comprises ni reconnues pour ce qu'elles ont apporté et

apportent encore.

L'histoire du féminisme crée de la continuité et tend sans doute à relativiser la nouveauté dans la pensée comme dans l'action. L'histoire montre aussi qu'il existe des socialisations politiques propres à chaque génération qui peuvent être source de malentendus, de conflits, en tout cas de complexité, mais c'est inévitable.

Dans une [tribune publiée par « Le Monde »](#), la romancière Belinda Cannone, par exemple, parle d'une « maladie infantile du néoféminisme » qui risque « de nous mener dans le mur ». Comment analysez-vous ces voix qui s'élèvent pour dénoncer la trop grande victimisation des femmes et les dérives radicalistes du mouvement ?

Le féminisme radical et le féminisme d'action – qu'incarne La Barbe, d'où vient Alice Coffin – ont toujours été sévèrement critiqués, pour ne pas dire diabolisés. Pensez aux suffragettes anglaises, considérées comme des folles et incarcérées, au tout début du XX^e siècle. Elles exigeaient le droit de vote par « l'action directe » : elles ne manifestaient pas seulement dans la rue, elles menaient des actions spectaculaires, brisaient des vitres, s'enchaînaient aux grilles du Parlement, incendiaient des bâtiments après avoir vérifié qu'ils étaient vides, etc.

Pensez à la loi scélérate de 1920 qui voulait museler en France le militantisme pour le droit des femmes à disposer de leur corps. Pensez à Gisèle Halimi et aux féministes des années 1970 qui demandaient une véritable répression du viol et qui étaient critiquées par une partie de la gauche et de l'extrême gauche parce qu'elles renforceraient un ordre judiciaire et pénal bourgeois...

Je pourrais multiplier les exemples, depuis le XIX^e siècle : le féminisme radical ne devient acceptable pour le plus grand nombre qu'une fois son objectif atteint, quand de nouveaux droits sont acquis. L'histoire du féminisme montre que la radicalité non violente est plus efficace que des décennies de féminisme modéré et de stratégie « des petits pas ».

A propos de la victimisation des femmes, il y a effectivement un problème récurrent pour le féminisme. Le féminisme est ce mouvement qui dit aux femmes qu'elles sont victimes de la domination masculine. Être féministe, c'est reconnaître l'effet en soi et l'effet sur toute la société de cette domination. Ce n'est pas spécialement agréable. Mais c'est tout de même cette conscience – avec mille et une nuances individuelles et collectives – qui stimule le désir de changer la société au nom de la liberté, de l'égalité et de la justice.

Pourquoi est-ce si difficile de reconnaître que les femmes sont victimes dans la société patriarcale ? Pourquoi toutes ces résistances, conscientes et inconscientes ? Qu'y a-t-il de particulièrement insupportable dans le sujet du moment qu'il touche à la sexualité ? Quelles peurs de ne plus plaire, de ne plus être « importunées » ? La fin des « baisers volés » n'est hélas pas pour demain. Quelle part aussi d'idéalisation nationale ? La France libertine contre l'Amérique puritaine. Quelle part de lieux communs ?

On ne pourra plus prendre l'ascenseur avec une femme, dit l'un. On ne pourra plus recevoir une étudiante dans son bureau porte fermée, dit l'autre. Quelle nostalgie, aussi ? D'un âge d'or à vrai dire inexistant. Inusables, les motifs de la guerre des sexes, de l'inversion de la domination, de la fin du désir, de l'érotisme, de l'amour sont convoqués depuis l'aube du féminisme. Ils ont pu convaincre parfois des esprits déjà acquis à une vision décliniste du cours de l'histoire, mais pas assez pour empêcher la reconnaissance de l'égalité des droits.

Des voix effectivement s'inquiètent d'une victimisation excessive : c'est un créneau politique, médiatique et mondain. J'ai envie de conseiller à ces femmes – souvent des écrivaines – qui s'offusquent des réactions féministes à l'affaire Matzneff la lecture de *La Porte du fond*, de Christiane Rochefort, *Mémoire de fille*, d'Annie Ernaux, *Le Consentement*, de Vanessa Springora... J'ai envie de

leur dire que nous avons collectivement sous-estimé les violences et leurs effets. Il y a un examen de conscience à faire à propos de la tolérance passée à l'égard de ce qu'on appelait pudiquement les « abus » commis sur les enfants.

L'histoire peut apporter des éclairages, avec, en particulier, le livre d'Anne-Claude Ambroise-Rendu sur *L'Histoire de la pédophilie* (2014). Et il est trop paresseux de s'en prendre au « laxisme » des grandes années de la révolution sexuelle. La tolérance, avant les années 1960, était infiniment plus grande à l'égard du droit à la consommation de chair fraîche par les adultes mâles et les plaintes étaient exceptionnelles. Nous progressons un peu. C'est vraiment une bonne nouvelle dans un moment par ailleurs déprimant.

Le rapport de force est-il aujourd'hui plus favorable aux mouvements féministes ?

Oui, car « la honte change de camp ». La libération de la parole des victimes d'agressions sexuelles crée une dynamique nouvelle ; elle peut nous mener loin, c'est certainement un des axes majeurs de transformation sociale. Mais nous vivons dans un monde coincé entre Trump et Poutine, ravagé par des guerres locales, par l'accroissement énorme des inégalités entre pays et entre individus, et par la dégradation des conditions de vie sur notre planète.

En Europe, les droits et les libertés des femmes sont remis en question dans certains pays par des droites réactionnaires, antiféministes, homophobes qui sont au pouvoir. Avec la crise économique et la pandémie actuelle, il n'est pas impossible qu'un scénario semblable à celui des années 1930 se reproduise en France et ailleurs. Il ne faut pas se tromper d'ennemi. L'histoire montre que les femmes sont toujours parmi les premières victimes de ces régressions démocratiques.